



Grèce Irlande Portugal Espagne France Italie ... partout un même et immense cri :

¡ Que se vayan todos ! - ¡ Tots fora ! - Send them away!

Πεταξτε τους έξω ! – Vamos corer com eles ! – Che tutti vanno via ! – Raus alle !

« *jetons les dehors !* »

N O N

Les salariés n'ont pas à payer leur crise.

Les peuples d'Europe n'ont pas à payer leur crise, ils n'ont pas à subir les conséquences des politiques libérales qui entretiennent la spéculation, encouragent une économie de casino, tout cela pour enrichir un quarteron de banquiers, rentiers et autres « traders » irresponsables.

Non ... les caisses de l'Etat ne sont pas vides elles fuient !

Les Etats organisent la crise des finances publiques, à l'instar de ce que fait notre Président en France. A coup d'exonérations de charges sociales pour les entreprises, de baisses d'impôts, de niches fiscales pour les plus riches et de dumping fiscal pour attirer des investissements... , les Etats provoquent ainsi la fuite des finances publiques.

Oui ... les politiques libérales nous enfoncent dans le chômage, la misère et la crise !

Dans le même temps enfermés dans le dogme libéral du moins d'Etat, les Gouvernements organisent la diminution des dépenses publiques à l'échelle du continent : réduction des moyens d'intervention publics, privatisations des entreprises publiques, casse des Services Publics, casse du code du travail, gel des salaires, réduction des dépenses de solidarité et de protection sociale (retraite, santé, famille, éducation, ...), tout est bon pour passer nos acquis à la trappe, alors que la crise dicte que soient prises des mesures aux antipodes des politiques actuelles.

Les Gouvernements soumettent les peuples aux diktats des marchés financiers.

Crise des finances publiques liée aux politiques fiscales libérales, qui aggrave les déficits publics. Des critères de convergence et une politique monétaire qui obligent les Etats à se financer auprès des marchés, expliquent l'explosion de la dette publique à l'échelle européenne.

Aujourd'hui le remboursement de la dette est le premier poste de dépense budgétaire de l'Etat en France, devant l'Education.

Pour obtenir le financement de leurs déficits à des taux supportables les Gouvernements européens sont contraints de donner des garanties aux banques et à la finance internationale. Des exigences qui entraînent toujours : **blocage des salaires et du pouvoir d'achat, casse des Services Publics, casse des solidarités, casse de la protection sociale, casse des acquis sociaux ...**

Le résultat de tout cela pour les salariés, les retraités, les citoyens et les citoyennes d'Europe : la précarité, le chômage, les fins de mois de plus en plus difficiles, la misère, l'exclusion, l'angoisse dans l'avenir.

Il faut sortir de l'impasse des politiques libérales qui nous conduisent droit dans le mur !

Une autre Europe est possible !

Un autre modèle de société plus juste, plus solidaire est possible !

Partout en Europe à l'appel de la Confédération Syndicale Européenne

Ensemble disons non à cette Europe de l'austérité pour tous et des bonus aux « traders ».

Mercredi 15 décembre -12 heures

Rassemblement devant la Préfecture Quai Sadi-Carnot

Perpignan